TC4757

COMISSÃO PARA OS DIREITOS DO POVO MAUBERE
R. Pinheiro Chagas, 77-2º E
1000 LISBOA - PORTUGAL

COMITÉ DE DÉCOLONISATION DES NATIONS UNIES
New York, août 1986

# Intervention sur la question du TIMOR ORIENTAL

par Luísa Teotónio Pereira
au nom de la Comissão para os Direitos do Povo Maubere

Monsieur le Président,
Mesdames, Messieurs,

Presque onze ans se sont écoulés depuis que les forces armées de la République d'Indonésie ont envahi le territoire du Timor Oriental. Malgré tous les efforts pour faire accepter le fait accompli, la question du Timor Oriental reste toujours aussi actuelle et aussi brûlante que dans les années soixante-dix.

En envahissant le Timor Oriental avec ses troupes, l'Indonésie a violé deux principes fondamentaux du droit international. D'une part elle a empêché la réalisation d'un acte d'autodétermination, d'autre part elle a pratiqué une agression qui n'est pas acceptée ni par la Charte des Nations Unies ni par la communauté internationale. Elle a donc occupé le territoire du Timor Oriental sur la base d'une soumission par la force du peuple maubere, elle a eu besoin de faire périr près d'un tiers de la population du territoire pour réussir à organiser son pouvoir militaire, administratif et économique. Nous sommes en présence, en toute vérité, d'une nouvelle colonisation.

Mais comme il a été souvent le cas dans les expériences coloniales du passé, si l'occupant a imposé sa présence matérielle, sa raison d'État, il n'a pas su se faire accepter par le peuple timorais, bien qu'il ait essayé plusieurs scénarios: celui de la guerre, jusqu'en 1983, celui des promesses et de la corruption, pendant le cessez-le-feu, encore une fois la guerre totale, puis la conquête des coeurs et des esprits, actuellement avec l'illusion du développement. L'échec est évident. Jamais un peuple n'a aimé son occupant, jamais un peuple n'a accepté son voisin que dans la condition qu'il respecte son individualité, son intégrité.

Voilà les raisons qui expliquent la continuité de la guerre qui se prolonge au Timor Oriental depuis 1975. Sous la direction du Conseil Révolutionnaire de Résistance Nationale, dans un territoire isolé, sans aucune possibilité d'appui venant de l'extérieur, la guerre de guerrilla signifie la force et la capacité du peuple maubere de nier le fait accompli, d'éxiger le respect du droit à l'autodétermination.

La constatation faite par le Conseil Présbytéral de l'Église Catholique du Timor Oriental dans un document daté du 1er janvier 1985 est actuellement tout aussi valable qu'il y a un an et demi: "Si l'on tient compte de la constante insécurité des populations en beaucoup de zones du territoire, de l'exode continu des timorais, des continuelles migrations internes obligatoires vers les 'resetlements', du manque de libre circulation de la population, devant de telles réalités, nous pensons qu'est arrivé le moment de nous demander: tout cela sera-t-il seulement la manifestation d'un groupe ou d'une minorité obstinée, ou révèlera-t-il quelque chose de plus profond sur l'exigence d'un peuple à ses droits fondamentaux?

L'Église croit que le peuple de Timor se sent frustré dans ces droits fondamentaux. Parmi ces droits il y a le droit du peuple timorais à orienter et diriger son propre destin. Il s'agit en vérité de gérer son destin selon son identité propre.

Le gouvernement indonésien part du principe que le peuple de Timor a déjà éxercé son droit à l'autodétermination. Toutefois l'Église considère que, le fait de ne s'être pas vérifiées les conditions nécéssaires à cet évènement, est une des causes qui explique l'angoissante situation vécue par le peuple timorais durant ces neuf années. Une guerre qui se prolonge pendant neuf ans ne peut être atribuée à l'obstination obsédée d'une minorité."

Plus personne aujourd'hui, même pas les responsables indonésiens, ne peuvent nier l'éxistance de cette guerre et les nombreux soldats indonésiens morts au Timor Oriental.

Autant les militaires indonésiens que les forces de la guérrilla, après dix ans de combats, reconnaissent qu'aucune des parties ne peut l'emporter et que la solution du conflit ne peut être militaire. Il faut donc chercher une autre solution, une solution politique.

C'est évidemment le sens de la résolution 37/30, par laquelle le Sécrétaire Général de l'ONU a été appelé à jouer un rôle principal, au côté de toutes les parties intervenantes. Il ne faut toutefois pas oublier que la solution que l'on cherche doit respecter avant tout le droit à l'autodétermination et que ce droit n'est pas négociable. Les négociations entre le Portugal et l'Indonésie, c'est-à-dire, entre l'ancienne puissance coloniale et actuelle puissance administrante, et la puissance occupante, ne peuvent être que le début d'une recherche sur la manière de réaliser un véritable acte d'autodétermination.

Il faut reconnaître que jusqu'à présent ce corps de recherche est mutilé, car il lui manque le coeur même de sa raison d'exister: le peuple timorais. C'est à cause de son identité profonde, de son droit à se prononcer intamment réclamé, à cause des cris de tous ceux qui ont donné leur vie pour que ce peuple soit écouté, que le conflit existe et que les négociations ont eu lieu. Pourquoi cherche-t-on à le faire oublier? Les réprésentants du peuple maubere ont le droit à une participation effective là où son futur est décidé. Sans lui, ces décisions seront lettre morte, encore des morts sans appel.

Monsieur le Président,
Mesdames, Messieurs,

Si le peuple du Timor Oriental n'a pas encore eu l'occasion d'exercer son droit à la libre autodétermination, il reste prisonnier dans le territoire qui l'a vu naître, occupé par la force des armes. Sa participation aux prochaines éléctions générales qui se préparent pour avril 1987 en République d'indonésie est donc illégitime.

La communauté internationale est consciente, bien qu'elle veuille fermer les yeux, que les éléctions indonésiennes ne sont pas libres. En tout cas, c'est un problème interne qui n'est pas directement lié avec la question du Timor Oriental. Dans ce territoire, les autorités occupantes ont fait, en 1982, une répétition générale des dites éléctions. De nombreux témoignages nous sont parvenus sur les mesures de sécurité encore plus strictes imposées à la population des mois en avance, la préparation forcée des timorais qui devraient répéter des dizaines de fois l'acte du scrutin pour ne pas se tromper le jour venu, la violation claire et généralisée du droit au secret de vote. De plus, seuls trois partis politiques étaient admis à se présenter, ceux-là-même qui sont les seuls à avoir la permission d'existence légale en République d'Indonésie et avec lesquels les timorais n'ont jamais rien eu à voir. Pas de surprise, pas de questions, lorsque les résultats officiels furent annoncés: plus de 99% de votes pour le Golkar, le groupe fonctionnel qui est la base du régime, et même plus de votants (309.734) que de personnes inscrites (306.507)!

Il faut que ce mensonge ne se répète pas. Le peuple timorais ne peut pas être obligé, pour la deuxième fois, à participer à un acte qui lui est complètement étranger, qui perpétue son état de détention et d'isolement. Le peuple maubere doit exercer son droit à la libre autodétermination.

Monsieur le Président,
Mesdames, Messieurs,

Je représente une organisation portugaise. Notre pays, des années durant, a fait l'expérience de la colonisation, y compris sur le Timor Oriental. Nous avons vu naître et grandir, sans parfois nous en apercevoir, la conscience nationale des peuples africains qui vivaient sous l'occupation portugaise. Notre peuple a subi, avec les peuples de ces territoires, une guerre coloniale qui a détruit des familles et des villages, mais qui a augmenté notre refus collectif de la guerre et de la souffrance et notre détermination dans la recherche d'une paix durable et d'une entente entre les peuples, respéctés dans leur individualité et leur futur propre. En 1974, la démocracie s'est installée chez nous par la main de ces épreuves et de cette nouvelle conception du monde et nous avons compris enfin qu'aucun peuple ne peut être libre s'il domine d'autres peuples.

Aussi reconnaissons-nous aujourd'hui la profonde identité historique et nationale du peuple timorais, née sous les jours de l'occupation portugaise et fortifiée par l'imposition d'une nouvelle présence coloniale. Le peuple du Timor Oriental a construit, tout au long des siècles, une manière propre de vivre, basée sur une langue commune, une philosophie de communication avec la terre, une organisation sociale spécifique. C'est cette gestation, lente et bien enracinée dans les réalités éprouvées par le peuple maubere qui explique la continuation de la lutte, dix ans après l'invasion étrangère.

Monsieur le Président,
Mesdames, Messieurs,

La Constitution portugaise reconnait explicitement le droit du peuple du Timor Oriental à l'autodétermination et à l'indépendance et elle demande aux organes du pouvoir que des conditions soient crées pour que ces droits puissent être exercés. Ce texte de notre Loi Fondamental est aussi la conséquence de notre expérience historique et il signifie la conscience que l'on a acquis sur l'inévitabilité de la fin des dominations coloniales et de la justice du droit de chaque peuple à décider sur son destin.

Tant que le peuple timorais persiste dans le refus de l'occupation indonésienne, le peuple portugais ne lui refusera pas son appui.

Monsieur le Président, je vous remercie.

# DOCUMENTO 1

SPECIAL COMMITTEE OF 24 - 1986

15 August 1986
1310th meeting
3.00 p.m.

## QUESTION OF EAST TIMOR

(AM[illegible])

(16) 1. Sr. BENEDICT R. ANDERSON - SOUTHEAST ASIA PROGRAM, CORNELL UNIVERSITY

(1 ) 2. SR. SOEI LIONG LIEM - BRITISH CAMPAIGN FOR THE DEFENCE OF POLITICAL PRISONERS AND HUMAN RIGHTS IN INDONESIA

(2 ) 3. SRA. JULIA MORRIGAN - INDONESIA EAST TIMOR PROGRAM

(3 ) 4. SRTA. SIDNEY JONES - AMNESTY INTERNATIONAL

(5 ) 5. SR. KLEMENS LUDWIG - SOCIETY FOR THREATENED PEOPLES

(6 ) 6. SR. JAN MUTER - KOMITEE INDONESIE

(7 ) 7. SR. ROBERT ARCHER - CATHOLIC INSTITUTE FOR INTERNATIONAL RELATIONS

(8 ) 8. LORD AVEBURY - PARLIAMENTARY HUMAN RIGHTS GROUP

(9 ) 9. SR. MICHEL ROBERT - ASSOCIATION DE SOLIDARITE AVEC TIMOR ORIENTAL

(10) 10.SR. MASAKI YOKOYAMA - CHRISTIAN CONFERENCE OF ASIA

(11) 11.SR. MATTHEW FRANCIS - HOBART EAST TIMOR COMMITTEE

(12) 12.SRTA. ELIZABETH TRAUBE - WESLEYAN UNIVERSITY

(13) 13.SR. WILLIAM F. FELICE - INTERNATIONAL LEAGUE FOR THE RIGHTS AND LIBERATION OF PEOPLES

(14) 14.EL REV. FRANCISCO FERNANDES - DE LA COMUNIDAD DE REFUGIADOS DEL TIMOR ORIENTAL RESIDENTES EN AUSTRALIA

(15) 15.SR. PAT WALSH - AUSTRALIA COUNCIL FOR OVERSEAS AID

(18) 16.SR. JOSE RAMOS HORTA

(19) 17.SRTA. ELAINE BRIERE - CANADA ASIA WORKING GROUP

(20) 18.SRA. LUISA TEOTONIO PEREIRA- COMISSAO PARA OS DIREITOS DO POVO MAUBERE

(21) 19.EL MONSEÑOR MARTINHO DA COSTA LOPES

(4 ) 20.SR. FLOYD ABRAMS - ASIA WATCH

## Summary Report

## NGO Submissions on East Timor to United Nations Special Committee on Decolonisation, New York, 1986

Twenty one petitioners representing various non-government organisations from Asia, Europe, Australia, and North America, as well as individual experts in the fields of international law, human rights, and anthropology, addressed the Special Committee on Decolonisation on 15 August, 1986 at its 1310th meeting held at the New York headquarters of the United Nations. Other petitioners presented written papers.

These speakers addressed seven main points.

### 1. International law

The speakers emphasized the right of the people of East Timor to self-determination and independence, in accordance with the UN Charter and Res. 1514 (XV) and 1541 (XV). Indonesia's continuing occupation of East Timor, and its refusal to comply with Security Council Res.384 (1975) and 389 (1976) were condemned.

### 2. Support for the SG's mandate

Petitioners expressed strong support for the SG's efforts in discharging his mandate within the framework of GA Res. 37/30. Petitioners urged the inclusion of genuine representatives of the East Timorese people in the process of negotiations. Some speakers recalled past UN involvement in the process of decolonization of some territories. The responsibility of certain major industrial countries was stressed in view of their influence with Indonesia.

### 3. Indonesian general elections

It was strongly argued that any suggestion that the UN should observe the 1987 general elections in Indonesia as a means of determining the wishes of the East Timorese people regarding integration, must be rejected. Only a UN-supervised process of self-determination, according to UN procedures, separate from elections in Indonesia, could be accepted as fair.

### 4. Conditions in the territory

Petitioners denounced the continuing Indonesian military activities in East Timor and rejected claims by the Indonesian authorities that resistance has ceased. In addition, a number of experts in the field of human rights expressed their concern at reports of gross human rights violations in the territory, such as imprisonment without charge, murder of civilians, systematic torture and unfair trials.

Indonesia has imposed a birth control program on the East Timorese people in a deliberate effort to reduce the East Timorese to a minority in their own land. It was further submitted that this strategy is supplemented by a transmigration scheme intended to bring to East Timor peasants and civil servants from Indonesia. It was pointed out that both the birth control and the transmigration programs are opposed by the Catholic Church of East Timor.

Petitioners expressed their concern that tens of thousands of East Timorese have been forced over the years to abandon their ancestral lands and move into so-called resettlement camps, where their activities are completely controlled by Indonesian personnel. No East Timorese is free to travel within the country or to leave the territory.

Some petitioners who had visited East Timor during the Portuguese colonial period refuted claims that the East Timorese are better off today than under the Portuguese.

It was also claimed that so-called Indonesian "development" does not benefit the East Timorese people but rather is aimed at perpetuating and consolidating Indonesia's military presence and is destructive of indigenous culture and life.

## 5. International access

A number of petitioners such as the Catholic Institute for International Relations (CIIR), ASIA WATCH, Amnesty International (AI), the Australian Council for Overseas Aid (ACFOA), the British Parliamentary Human Rights Group, deplored the fact that their repeated requests to visit the territory had been rejected by the Indonesian authorities. The claims by the Indonesian authorities that a number of international agencies, including UN Specialized Agencies, are present in East Timor, were challenged. It was pointed out that UNICEF has no resident personnel in East Timor and that its entire program on the ground in East Timor is run by the Indonesian Red Cross (PMI), an organization controlled by the Indonesian military. The International Committee of the Red Cross (ICRC) has only one nurse in East Timor who is in fact based off-shore on Atauro island.

Speakers urged the UN to press for totally open access to East Timor for NGOs.

## 6. Visits to East Timor

Visits to the territory by foreign diplomats, politicians, and journalists, have been limited to one to three days, to only a few places, and are subjected to strict Indonesian control, speakers said. There have been no instances of a truly independent fact-finding mission visiting the territory independent of Indonesian control. Western diplomatic missions to East Timor had been mainly to justify established government policies instead of ascertaining the truth, petitioners argued. There were instances in which the Indonesian authorities made last minute cancellations of visits to areas of critical need or to areas of strong resistance. The severe restrictions imposed by the Indonesian authorities have resulted in distorted and deficient reporting on conditions in the territory by the few who have visited.

## 7. International concern

Petitioners pointed out that over the past twelve months there have been a number of public international expression of concern about the situation in East Timor. 133 US Congressmen and 23 US Senators addressed letters to the President of US and Secretary of State Shultz, respectively, urging that the East Timor problem be raised with Indonesian leaders during the ASEAN Summit in Bali in April 1986. In July the European Parliament adopted a strongly-worded resolution by overwhelming majority in favour of self-determination for East Timor. More than 70 members of the Japanese Parliament addressed a letter to the UN Secretary-General urging that the East Timorese people be consulted on their future. Recently the Portuguese Parliament unanimously adopted a resolution strongly supporting the right of the East Timorese people to self-determination and independence. Churches throughout the world, in Asia, Oceania, Europe and North America, have also expressed strong concern about the continuing suffering of the people of East Timor and the need for a just solution.

# DOCUMENTO 2

# NA TRIBUNA DE ESTRASBURGO

# A NOSSA DETERMINAÇÃO OPÕE-SE ÀS DIFICULDADES DE PERCURSO

«NÃO será em nós que o europessimismo encontrará novos motivos de alento. Pelo contrário: a nossa determinação e confiança opor-se-ão às pequenas frustrações quotidianas e às inevitáveis dificuldades de percurso, porque acima de tudo acreditamos no nosso comum destino europeu e nos valores humanistas da Europa.» Foi com estas palavras firmes e esperançosas que o Presidente Mário Soares encerrou, com chave-de-ouro, ao princípio da tarde de hoje, o seu discurso no Parlamento Europeu, em Estrasburgo.

É o seguinte o texto integral do discurso de Mário Soares:

«É-me particularmente grato usar da palavra no Parlamento Europeu que simboliza, a meus olhos, a expressão mais representativa e democrática da Comunidade Europeia, bem como de poder fazê-lo em nome de um Estado membro de pleno direito da Comunidade. Sendo, como sempre me considerei, essencialmente, um parlamentar e um europeísta, começo por saudar todos os senhores deputados, legítimos representantes de uma comunidade de cerca de 320 milhões de europeus. Permitir-me-ão que destaque, entre eles, os deputados portugueses e quantos com eles cooperam a nível de funcionários. Desde Janeiro que iniciaram, nesta assembleia, um trabalho para nós portugueses inovador e extremamente importante, a que de bom grado me teria associado, se as circunstâncias me não houvessem conduzido a assumir outras responsabilidades.

«Estou aqui, senhor presidente e senhores deputados, para vos falar das perspectivas e das esperanças de um novo Estado membro que escolheu a dimensão comunitária como referência a fundamental dos seus caminhos de futuro. Mas também para vos referir os problemas que nos são comuns, porque são as frustrações e apesar de tudo as esperanças da nossa comunidade, na perspectiva do mais periférico dos seus Estados membros.

«Portugal, apesar de sujeito quase meio século a uma longa ditadura isolacionista, nunca esteve totalmente fora dos movimentos integradores que se desenvolveram na Europa do pós-guerra, uma vez que pertence à OCDE, à NATO e ao Conselho da Europa e pertenceu, desde o início, à EFTA. Mas foi com a restauração da democracia, que ocorreu após a «revolução dos cravos», de Abril de 1974, e com o corajoso processo de descolonização que se lhe seguiu, que trouxe cinco novos países soberanos de fala oficial portuguesa à cena internacional, que se perspectivou a adesão plena à Comunidade Europeia. Foi uma decisão serena e longamente amadurecida, legitimada pelo povo português, que representou aliás o contraponto natural do fim inevitável do império colonial. Por isso, simbolicamente, há um ano, no mesmo local histórico donde partiram as caravelas à descoberta do novo mundo, no quadro incomparável dos Jerónimos, tive a honra de assinar em nome de Portugal o tratado de adesão à Comunidade Europeia.

## «Anseio de modernidade»

«A vontade portuguesa de aderir ao projecto comunitário deve ser, assim, entendida como a resposta estratégica adequada às aspirações democráticas do Portugal contemporâneo, ao seu anseio de modernidade e desenvolvimento, bem como aos novos dados resultantes das profundas transformações económicas, sociais, políticas e culturais que a última década introduziu no «enquadramento interno e externo do País. Mas representa também a expressão de uma natural identificação com os valores de civilização e o modelo social que a Comunidade simboliza, com os objectivos de solidariedade que prossegue e com o reconhecimento da relação indissociável entre o movimento de integração europeia e o combate pela unidade, pela modernidade e pela capacidade de afirmação política, cultural e tecnológica da Europa no mundo de hoje.

«A imigração portuguesa é mais um testemunho vivo desta identidade europeia de Portugal. O trabalho desses portugueses tem contribuído de modo importante para o bem-estar económico dos países de acolhimento. O seu comportamento social e a sua capacidade de adaptação a novas condições de vida demonstram que falamos, culturalmente, a mesma linguagem, fundamentada por séculos de uma vivência histórica comum.

«Direi que a adesão de Portugal e o alargamento da Comunidade constituem uma prova da flexibilidade europeia e do seu poder de adaptação a condições novas da evolução histórica, nos planos regional e mundial. Apesar das dificuldades, dos choques de interesses e dos desafios, internos e externos, a Europa Comunitária soube fazer prevalecer imperativos globais e de longo prazo aos egoísmos defensivos e às contingências conjunturais. Ao Parlamento Europeu cabe o mérito inegável — e desejo salientá-lo, neste momento — de ter sempre assumido, no percurso difícil e prolongado do processo das negociações, uma visão ampla e construtiva que soube associar o alargamento comunitário ao seu aprofundamento institucional, considerando ambos marco decisivo e de primeira importância no desenvolvimento e reafirmação da Europa da segunda geração.

## «Vontade de cumprir obrigações»

«Os primeiros seis meses da presença portuguesa na vida comunitária confirmam, sem dúvida, a actualidade e a permanência dos grandes princípios que presidiram à negociação e assinatura dos instrumentos de adesão. Mas são também a demonstração da vossa vontade de cumprir as obrigações assumidas e de promover os esforços necessários para associar à integração europeia de Portugal o projecto de desenvolvimento e de modernização, com verdadeira dimensão social, que dá sentido a essa opção histórica.

«Seria inaceitável, assim, se o empenhamento verificado do lado português não viesse a encontrar plena correspondência no plano comunitário. Não se discute a seriedade dos motivos que poderiam ser invocados, apenas se alerta para os efeitos perversos e negativos que não deixariam de se gerar se as respostas da Comunidade viessem a ser intransigentes ou irrealistas.

«Na verdade, senhor presidente e senhores deputados, seria pouco lúcido e até nefasto para a própria Comunidade se às mãos da contabilidade orçamental e dos impasses da política agrícola comum viessem a frustrar-se as expectativas legítimas de um País que aderiu ao ideal comunitário com a vontade e o entusiasmo dos pioneiros. Não me situo apenas no âmbito estrito dos interesses portugueses. Uma resposta positiva àquelas expectativas e entusiasmo constitui condição indispensável para encontrar, a prazo, as soluções adequadas à harmoniosa integração europeia de Portugal, o que é fundamental não só para nós portugueses, mas igualmente para o bom equilíbrio, a coesão e a indispensável solidariedade interna do espaço comunitário.

## «Não somos uma comunidade estática»

«Não somos uma comunidade estática. Temos de assumir, em toda a sua extensão, a importância dos novos condicionalismos internos, mas não podemos negligenciar o esforço de adaptação às realidades que nos rodeiam e que não esperam por nós para desencadearem os seus efeitos. A Comunidade Europeia tem de saber dotar-se dos meios e instrumentos necessários para responder positivamente aos tremendos desafios do final do século, sob pena de se transformar numa referência sem conteúdo. A nossa ambição não pode ficar aquém do imperativo que resulta da nossa história comum.

«É no aprofundamento da dimensão europeia, em contraposição às tentações isolacionistas dos egoísmos nacionais ou à paralisante obsessão conjuntural, de vistas curtas, que devemos procurar em conjunto e solidariamente os caminhos do progresso e da modernidade. Só assim podemos reafirmar, em termos económicos e culturais, a posição primordial da Europa num mundo dividido e inseguro, posição que se legitima por vinte séculos de história decisivos na evolução da humanidade.

«Sei bem que a formação e desenvolvimento do processo de construção europeia tem sido o resultado de um longo, corajoso e complexo exercício de perseverança, construído a partir de consensos circunscritos e de pequenos avanços, sempre à beira da ruptura. O balanço destes anos não dará, porventura, satisfação plena à grande e generosa ambição da geração dos pais fundadores, entre os quais Robert Schumann, cujo centenário aqui foi ontem justamente celebrado e a quem desejo prestar também o modesto preito da minha fidelidade.»

## «Concertação e solidariedade»

«Tenhamos, contudo, a consciência, para além das frustrações que nos assaltam, que não se trata de um balanço pobre. A paz entre os Estados europeus, o nível de bem-estar económico e social alcançado pelos seus povos, a auto-suficiência alimentar, a acrescida capacidade de mediação no plano internacional e o nível de cooperação conseguido com outros continentes, constituem aquisições inegáveis de inestimável valor. Chegados à fase adulta da construção europeia, com a afirmação do primado da concertação e da reciprocidade de interesses, havemos de reconhecer que nunca poderia ser fácil associar, com pleno êxito, em trinta anos, nações que a História, traumaticamente, tantas vezes separou.

«Cabe-nos, hoje, a responsabilidade de prosseguir a construção empreendida, dando novos e decisivos passos em frente. Teremos de ter a coragem de enfrentar, com determinação, as situações de bloqueio e de evitar, por acção ou omissão, que se ponham em causa os resultados conseguidos ou esperados. Teremos, sobretudo, de saber não decepcionar as legítimas esperanças que os jovens depositam na Comunidade e os olhares e acenos que se erguem para nós, com confiança, de outros continentes, que tanto esperam da nossa acção comum. O enriquecimento mútuo, conseguido nas diversidades que se afirmam e completam, a valorização do interesse global, a busca de objectivos de longo prazo, no plano político, tecnológico e cultural, em prejuízo do imediatismo das soluções fáceis, a concertação e a solidariedade são valores que hoje sabemos essenciais para o pleno sucesso do nosso destino europeu.

## «Parlamento tem importância vital»

«Sei bem que os valores enunciados têm sido sempre colocados pelo Parlamento Europeu na primeira linha das suas preocupações. Sobretudo depois da eleição dos deputados se fazer por sufrágio universal e directo, esta assembleia tornou-se uma referência fundamental no desenvolvimento da construção comunitária, que é dever de todos os verdadeiros europeístas prestigiar. Aliás, é de justiça assinalar o peso da intervenção do Parlamento Europeu na reforma institucional. A esse propósito, seja-me permitido destacar o valioso contributo desse incansável promotor do ideal europeu que foi Altiero Spinelli, a quem desejo prestar, neste momento, uma homenagem sincera.

«Sensível como sou à função primordial da instituição parlamentar, nas nossas democracias, ninguém se surpreenderá que lamente a ausência de sintonia entre a legitimidade democrática do Parlamento Europeu e as competências e poderes de intervenção que lhe estão atribuídos no processo de decisão comunitário. Vale-nos reconhecer, em todo o caso, que tal limitação não tem impedido este Parlamento de ganhar crescente credibilidade como centro político de vital importância e decisivo fórum para o livre debate das ideias e soluções europeias. A iniciativa parlamentar no domínio institucional e o projecto de tratado instituindo a União Europeia, apresentado em 1984, constituem, como é hoje geralmente reconhecido, peças essenciais do processo que conduziu à aprovação do Acto Único Europeu.

«Apesar das suas evidentes limitações — sobretudo na timidez com que foi encarado o papel do Parlamento Europeu — as reformas no plano institucional, o programa de realização do mercado interno até 1992, o projecto da Europa dos cidadãos, de que me sinto pessoalmente tão próximo, e as disposições destinadas a criar condições para o reforço da coesão económica e social das comunidades, constituem desenvolvimentos do Acto Único que gostaríamos de saudar como passos importantes para o aprofundamento e actualização da realidade comunitária.

## «Sim à terceira revolução industrial»

«Igual interesse me merecem, de resto, dois outros domínios contemplados no Acto Único: A institucionalização da cooperação europeia, em matéria de política externa, que vem abrir perspectivas favoráveis para a abordagem dos problemas de segurança e de cooperação na luta contra o terrorismo, bem como o lançamento de novas políticas comuns no domínio vital da investigação científica e das tecnologias de ponta.

«Nunca será excessivo insistir na importância determinante desta área para o futuro da Europa e do seu posicionamento no mundo. É preciso não perder a oportunidade de dar uma resposta efectiva da Europa aos desafios da terceira revolução industrial. Uma resposta de dimensão comunitária, afastando a tentação de aventuras isoladas ou a reedição de velhas ideias desintegradoras, nas quais incluo a tese da «Europa a duas velocidades».

«Seja-me permitido invocar o passado português de País atlântico, terra de navegadores, para fazer uma referência especial à exploração económica dos Oceanos — uma nova fronteira tecnológica particularmente adequada para o desenvolvimento de processos de cooperação internacional alargados e na qual a Comunidade Europeia detém considerável capacidade de inovação e de investigação, que deve, quanto antes, saber pôr em destaque.

## «Realidade aberta sobre o Mundo»

«Gostaria de deixar bem claro que o projecto da União Europeia poderá contar com o contributo activo de Portugal, empenhado como está no desenvolvimento pleno de uma comunidade equilibrada e solidária, atenta aos factores da sua própria coesão económica e solidariedade.

«A inserção plena no espaço comunitário representa, para Portugal, uma viragem secular nos termos do seu posicionamento internacional e, em particular da sua relação com a Europa continental. Como disse, a adesão às comunidades representa para nós a outra face da descolonização e do encerramento do ciclo imperial. Contudo, o retorno à dimensão continental não constitui um ponto de chegada, mas antes a procura de novas formas de partir à descoberta do Mundo que o fim do século nos prepara.

«Não buscamos o isolamento e o eurocentrismo. Uma comunidade equilibrada terá de ser necessariamente, na perspectiva portuguesa, uma realidade aberta sobre o Mundo, activa e interveniente em relação às grandes questões do nosso tempo e capaz de favorecer a criação de novos quadros para a cooperação inter-regional.

«Como facilmente se compreenderá, atribuímos especial importância às políticas de cooperação com África e com a América Latina, duas áreas geopolíticas e culturais onde Portugal situa, a justo título, algumas das suas principais preocupações no plano das relações externas, através dos antigos e fraternos laços que nos ligam ao Brasil e aos novos países africanos de expressão oficial portuguesa. Não esquecemos, igualmente, a responsabilidade que temos em relação à administração do território de Macau e à importância da presença cultural portuguesa no Sudeste asiático. Num tal contexto, não posso deixar de recordar, com indignação e desgosto, a situação dramática que continua a viver-se em Timor-Leste, ofendendo as mais elementares regras da convivência entre as nações e os direitos fundamentais do homem. Portugal não está disposto a deixar Timor-Leste entregue à sua sorte e espera das instituições comunitárias, e em particular deste Parlamento, a atenção e o interesse que a gravidade do problema reclama.

«Estas perspectivas próprias, que cremos serem partilhadas pela maioria dos nossos parceiros comunitários, não limitam, obviamente, o âmbito das preocupações dos doze no que respeita ao seu posicionamento internacional. Não nos autorizam a esquecer, por exemplo, a importância da Europa como factor de paz num mundo ainda perigosamente dividido, o valor da solidariedade europeia face ao Terceiro Mundo e a atenção privilegiada que a Europa terá sempre de conceder às suas relações com os Estados Unidos da América e o mundo asiático, com relevo especial para o Japão.»

## «A nossa adesão não é um recurso»

«Nunca vimos na adesão uma opção de recurso ou um mero expediente destinado a dar resposta a problemas circunstanciais. A nossa participação no projecto europeu testemunha a seriedade com que encaramos o destino comum desta comunidade de povos e Estados e representa um acto de claro sentido afirmativo, que procura reencontrar e revalorizar a posição de Portugal no Mundo, favorecendo a defesa dos seus interesses permanentes como Nação.

«Trazemos à Europa comunitária a riqueza de um história e de uma cultura profundamente ligadas à sua expansão geo-económica e à irradiação dos seus valores civilizacionais. Trazemos-lhe ainda a vitalidade das nossas comunidades emigrantes espalhadas por todos os continentes. A língua portuguesa, hoje falada por 250 milhões de pessoas em todo o Mundo, prolonga quotidianamente a projecção daqueles valores e constitui um património, que a Comunidade Europeia não pode e não deve, a qualquer título, menosprezar.

«Como todas as opções políticas de fundo, a plena adesão de Portugal é também um acto eminentemente cultural, no sentido que modernamente se atribui ao conceito. Porque, para além das importantes implicações económicas deste passo histórico, é para nós essencial saber que esta é a Europa da democracia, da Liberdade, da tolerância e da solidariedade social. É essencial saber que nos associamos a um conjunto de povos e Estados para quem a dignificação do homem e a garantia dos seus direitos fundamentais constituem referências indissociáveis de progresso.

«Acreditamos firmemente que a solidez destes valores encerra em si as virtualidades indispensáveis para facilitar uma resposta clara e organizada dos doze aos complexos problemas dos anos finais do século. Portugal está pronto a contribuir equilibradamente para esta resposta colectiva. Não será em nós, senhor presidente e senhores deputados, que o europessimismo encontrará novos motivos de alento. Pelo contrário: a nossa determinação e confiança opor-se-ão às pequenas frustrações quotidianas e às inevitáveis dificuldades de percurso, porque acima de tudo acreditamos no nosso comum destino europeu e nos valores humanistas da Europa.»

# DOCUMENTO 3

Dep. Vitorino Costa
(PRD)

ASSEMBLEIA DA REPÚBLICA

COMISSÃO EVENTUAL PARA APRECIAÇÃO DA SITUAÇÃO EM TIMOR LESTE

O Princípio de autodeterminação dos povos é um princípio fundamental do direito internacional. Não se trata apenas de um postulado político ou moral, mas antes de um princípio jurídico autêntico, reconhecido na Carta das Nações Unidas e constantemente afirmado nas diversas resoluções daquele organismo. O artigo 1º da Carta refere expressamente que um dos propósitos desta organização é o de desenvolver "as relações de amizade entre as Nações, baseadas no princípio da igualdade de direitos e autodeterminação dos povos".

Mas o princípio de autodeterminação não é apenas um princípio fundamental do direito internacional. Ele representa igualmente um dos mais lídimos direitos do homem, aliás reconhecido no texto da Carta que diz terem "todos os povos o direito à autodeterminação". Assim sendo, continua o texto, os povos têm o direito de "determinarem livremente o seu regime político e prosseguir livremente o seu desenvolvimento económico e cultural".

Mas não se limita a isto. Antes continua afirmando no seu ponto 3 que "os estados, incluindo os que sejam potências administrantes de territórios não autónomos e de territórios sob tutela, promoverão o direito à autodeterminação e respeitarão esse direito em conformidade com as disposições da Carta".

Daqui se conclui, pois, que o direito à autodeterminação implica o direito dos povos decidirem com total liberdade, só limitada por igual direito de outros povos, o seu regime político e de prosseguirem o seu desenvolvimento económico, social e cultural. Mais se concluirá, ainda, que nenhum povo tem o direito de impedir, de limitar este princípio fundamental.

É por isso que aqui estamos hoje uma vez mais a denunciar publicamente a atitude do Governo Indonésio para com o povo Timorense. Tendo ocupado aquele território há mais de dez anos, à revelia de todo e qualquer direito internacional, o Governo Indonésio demonstrou à Comunidade Internacional o seu total desprezo pela Carta dos direitos do homem, pelas mais basilares normas do relacionamento internacional, pelas recomendações e decisões das Nações Unidas.

.../...

Mas o que mais espanta, é que tudo isto é feito por um País que se conta no movimento dos não alinhados, movimento este que pauta a sua conduta pelo auxilio à libertação dos povos, pela ajuda à autodeterminação, pela condenação do colonialismo.

Como compreender, pois, que os países não alinhados continuem a permitir que um deles seja um Governo colonizador, um Governo que ocupa um território e o impede de se autodeterminar, negando assim os mais sagrados princípios que deram crédito a tal movimento?

A atitude do Governo Indonésio não fica porém por aqui e ultrapassa tudo o que internacionalmente é permissivel, tudo o que seria minimamente aceitável: não contente com impedir a autodeterminação do povo de Timor Leste, não satisfeito com a sua prática neo-colonialista, o Governo Indonésio comemora hoje o 10º Aniversário da integração da "sua" 27ª Província! É a tentativa do convencimento do povo timorense sobre a tão apregoada "PEMBANGUNAN", isto é a política de desenvolvimento de Timor. Só que, convém lembrá-lo claramente, as mais estradas ou edifícios que possam eventualmente existir agora em Timor-Leste não fazem de modo algum esquecer os trezentos mil mortos Timorenses desta guerra Colonial. Este pseudo-progresso não é capaz de calar a voz dos milhares de aldeãos mauberes assassinados; não é, e jamais o será, suficiente para abafar os lamentos dos milhares de torturados nas prisões oficiais e para-oficiais; não será nunca bastante forte para abafar o grito de revolta das mães Timores obrigatoriamente tornadas estereis numa atitude racista que não podemos nem queremos ignorar. Não é suficiente para silenciar o sentimento de revolta dos democratas de que aqui fazemos eco.

Num artigo recente, o diário das forças armadas Indonésias acusava os portugueses de não terem tido interesse em promover o desenvolvimento social do povo Timor e apontava como causa principal do baixo nível sócio-económico deste povo os 500 anos de colonialismo português. Esqueceu-se o referido diário de dizer que apenas em 10 anos o Governo Indonésio conseguiu fazer o que os portugueses nunca fizeram em cinco séculos: reduzir para metade o povo Mauber; esterelizar a maior parte das mulheres Timores; impôr o medo e o terror no território de Timor Leste; Massacrar toda uma população e implementar migrações de outras para este território. Bela herança, não haja dúvida!

Esta intervenção tem como finalidade principal chamar a atenção de todo o povo português, de toda a comunidade internacional, para a situação de neocolonialismo vivida no território de Timor Leste. Ela pretende ser uma acção

.../...

de denúncia dos atropelos ao direito internacional, do genocídio que se comete perante uam certa impotência da ONU.

Mais uma vez é a altura de dizermos que não; de o Governo Português reiterar internacionalmente e com a maior veemência as suas totais responsabilidades como potência administrante de facto; de exigir ao Secretário Geral das Nações Unidas que aja, no sentido de uma condenação total da invasão Indonésia ao território de Timor Leste; de exigir aos países não alinhados que ponderem clara e inequivocamente a situação daquele País-Membro que impunemente desdignifica este movimento, atropelando a cada momento os mais sagrados dos seus princípios; de exigir a todos os países que têm sensibilidade pelo respeito do direitos do homem, que defendem o princípio da autodeterminação, que condenam o colonialismo e a usurpação, que se pronunciem, que julguem quem tem a arrogância de fazer comemorações nacionais de tão criticáveis actos.

É pois mais uma vez o momento de dizer-mos não a esta situação. De levantarmos de novo a nossa voz, para, como legítimos representantes do povo português, exigirmos que se dê cumprimento ao que a nossa Constituição preconiza: a autodeterminação do povo de Timor-Leste:

O dia de hoje deve marcar, neste Parlamento, uma nova etapa na acç pelo direito à identidade da comunidade Timor. Ele deve ser um passo decisivo de todo um conjunto de acções destinadas a sensibilizar a~~s~~ comunidade internacional para o indeclinável direito deste martirizado povo à sua autodeterminação; para a participação dos legítimos representantes do povo Mauber nas negociações sobre o seu futuro; para uma solução que satisfaça os Timorenses, a comunidade internacional e o povo português.

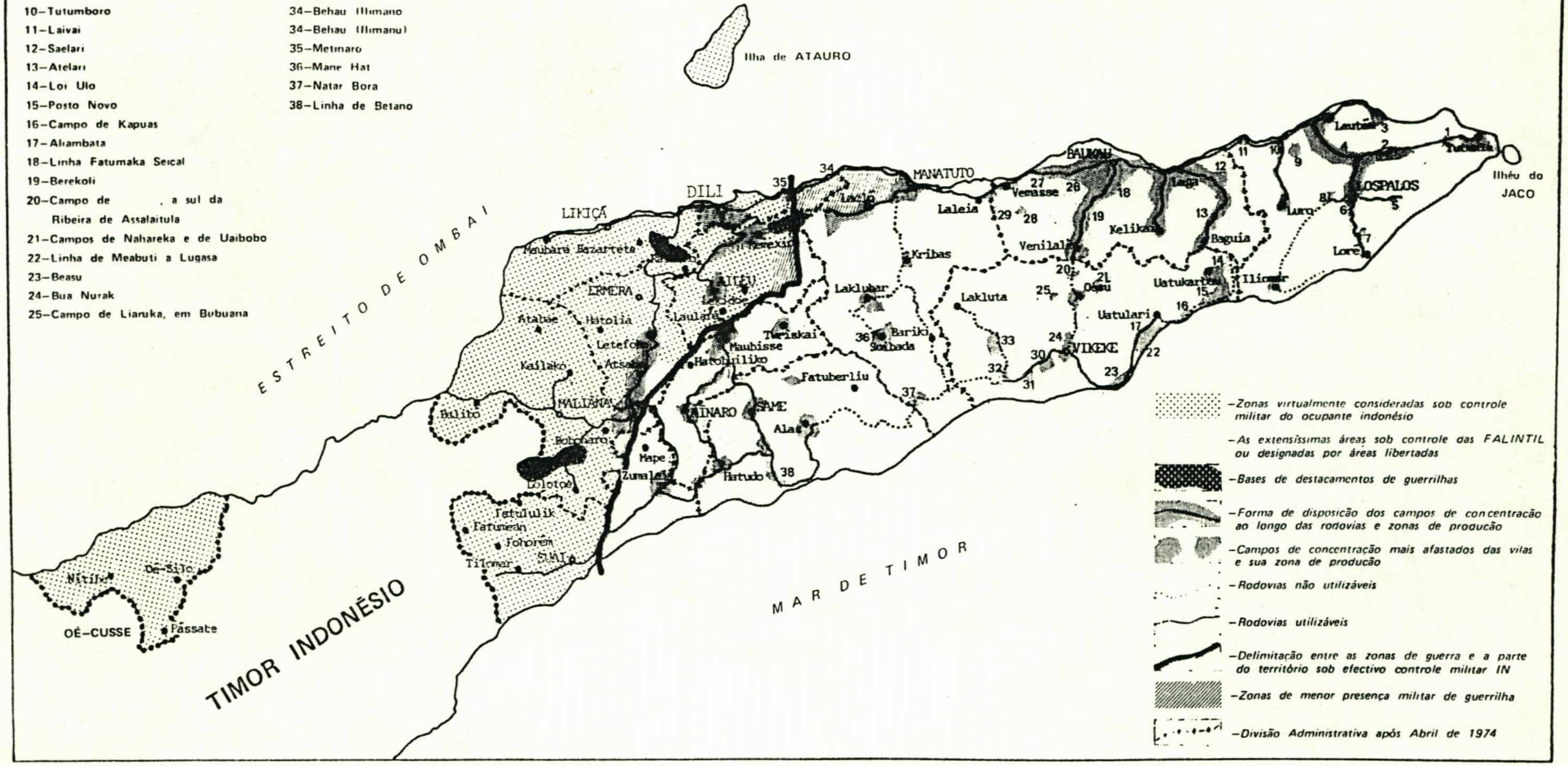
Neste sentido propõe a Comissão Eventual para apreciação da situação em Timor Leste à aprovação do Plenário da Assembleia da República o seguinte voto que se entrega na Mesa:

# DOCUMENTO 4

# MAPA DE CONTROLE TERRITORIAL

# TIMOR LESTE

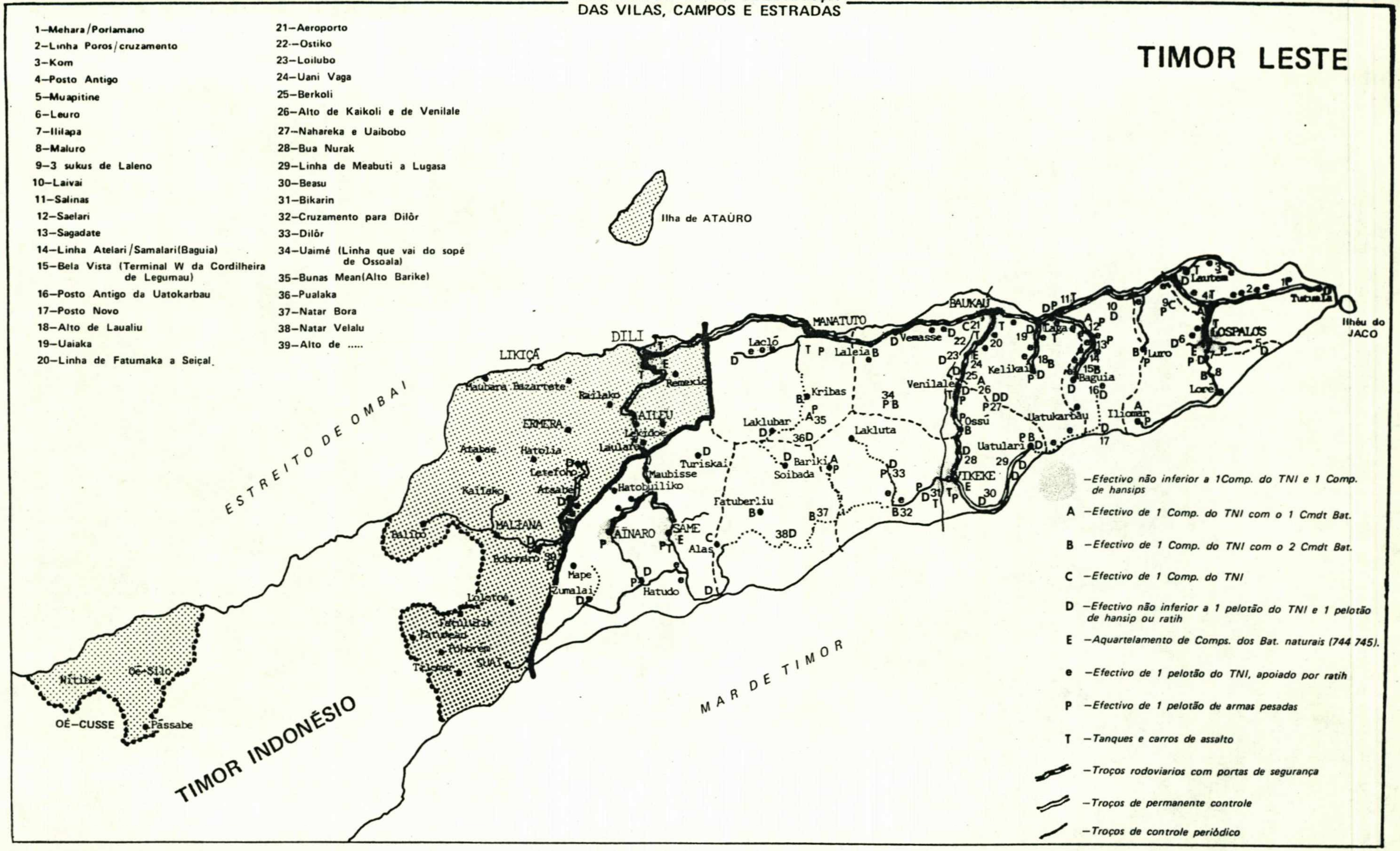
1–Mehara Porlamano
2–Linha Poros Assalaino
3–Kom
4–Linha Raca Lautém
5–Muapitine
6–Ihlapa
7–Maluro
8–Leuro
9–Laleno
10–Tutumboro
11–Laivai
12–Saelari
13–Atelari
14–Loi Ulo
15–Posto Novo
16–Campo de Kapuas
17–Aliambata
18–Linha Fatumaka Seical
19–Berekoli
20–Campo de , a sul da
Ribeira de Assalaitula
21–Campos de Nahareka e de Uaibobo
22–Linha de Meabuti a Lugasa
23–Beasu
24–Bua Nurak
25–Campo de Liaruka, em Bubuana
26–Linha Loilubo Ostiko
27–Bukoli Ualakama
28–Campo de Uai-Kà
29–Kairui
30–Linha de Kaju Laran Klalerek
Mutin Bikarin
31–Luka
32–Bubur Lico
33–Dilôr
34–Behau (Ilimano
34–Behau (Ilimanu)
35–Metinaro
36–Mane Hat
37–Natar Bora
38–Linha de Betano


Ilha de ATAURO
ESTREITO DE OMBAI
MAR DE TIMOR
TIMOR INDONÉSIO
Ilhéu do JACO
DILI
LIKIÇÁ
MANATUTO
BAUKAU
LOSPALOS
VIKEKE
ERMERA
AILEU
MALIANA
AINARO
SAME
SUAI
OÉ-CUSSE
Maubara
Bazartete
Remexio
Lacló
Laleia
Vemasse
Venilale
Kelikai
Laga
Baguia
Lautem
Tutuala
Luro
Lore
Iliomar
Uatukarbau
Uatulari
Ossu
Lakluta
Kribas
Laklubar
Turiskai
Maubisse
Barike
Soibada
Fatuberliu
Hatobuiliko
Laulara
Letefoho
Atsabe
Hatolia
Atabae
Kailako
Balibo
Bobonaro
Lolotoe
Mape
Zumalai
Hatudo
Alas
Fatululik
Fatumean
Fohorem
Tilomar
Nitibe
Oé-Silo
Passate
1
2
3
4
5
6
7
8
9
10
11
12
13
14
15
16
17
18
19
20
21
22
23
24
25
26
27
28
29
30
31
32
33
34
35
36
37
38

░ –Zonas virtualmente consideradas sob controle militar do ocupante indonésio
–As extensíssimas áreas sob controle das FALINTIL ou designadas por áreas libertadas
▓ –Bases de destacamentos de guerrilhas
▒ –Forma de disposição dos campos de concentração ao longo das rodovias e zonas de produção
▒ –Campos de concentração mais afastados das vilas e sua zona de produção
┈ –Rodovias não utilizáveis
— –Rodovias utilizáveis
━ –Delimitação entre as zonas de guerra e a parte do território sob efectivo controle militar IN
▨ –Zonas de menor presença militar de guerrilha
–·–·– –Divisão Administrativa após Abril de 1974

# DISPOSITIVO IN DE SEGURANÇA DAS VILAS, CAMPOS E ESTRADAS

## TIMOR LESTE


Ilha de ATAÚRO
ESTREITO DE OMBAI
MAR DE TIMOR
TIMOR INDONÉSIO
OÉ-CUSSE
Nitibe
Oé-Silo
Pássabe
DILI
LIKIÇÁ
Maubara
Bazartete
Railako
Remexio
AILEU
ERMERA
Lekidoe
Laulara
Atabae
Hatolia
Letefoho
Kailako
Atsabe
Balibó
MALIANA
Bobonaro
Maubisse
Hatobuiliko
Turiskai
AINARO
SAME
Alas
Mape
Zumalai
Hatudo
Loletoe
Fatululik
Fatumea
Fohorem
Tilomar
SUAI
Lacló
Laleia
MANATUTO
Kribas
Laklubar
Lakluta
Bariki
Soibada
Fatuberliu
Venilale
Vemasse
BAUKAU
Ossú
VIKEKE
Kelikai
Laga
Baguia
Uatulari
Uatukarbau
Iliomar
Luro
LOSPALOS
Lautem
Tutuala
Lore
Ilhéu do JACO

1–Mehara/Porlamano
2–Linha Poros/cruzamento
3–Kom
4–Posto Antigo
5–Muapitine
6–Leuro
7–Ililapa
8–Maluro
9–3 sukus de Laleno
10–Laivai
11–Salinas
12–Saelari
13–Sagadate
14–Linha Atelari/Samalari(Baguia)
15–Bela Vista (Terminal W da Cordilheira de Legumau)
16–Posto Antigo da Uatokarbau
17–Posto Novo
18–Alto de Laualiu
19–Uaiaka
20–Linha de Fatumaka a Seiçal.
21–Aeroporto
22–Ostiko
23–Loilubo
24–Uani Vaga
25–Berkoli
26–Alto de Kaikoli e de Venilale
27–Nahareka e Uaibobo
28–Bua Nurak
29–Linha de Meabuti a Lugasa
30–Beasu
31–Bikarin
32–Cruzamento para Dilôr
33–Dilôr
34–Uaimé (Linha que vai do sopé de Ossoala)
35–Bunas Mean(Alto Barike)
36–Pualaka
37–Natar Bora
38–Natar Velalu
39–Alto de .....

▨ *–Efectivo não inferior a 1Comp. do TNI e 1 Comp. de hansips*

**A** *–Efectivo de 1 Comp. do TNI com o 1 Cmdt Bat.*

**B** *–Efectivo de 1 Comp. do TNI com o 2 Cmdt Bat.*

**C** *–Efectivo de 1 Comp. do TNI*

**D** *–Efectivo não inferior a 1 pelotão do TNI e 1 pelotão de hansip ou ratih*

**E** *–Aquartelamento de Comps. dos Bat. naturais (744 745).*

**e** *–Efectivo de 1 pelotão do TNI, apoiado por ratih*

**P** *–Efectivo de 1 pelotão de armas pesadas*

**T** *–Tanques e carros de assalto*

*–Troços rodoviarios com portas de segurança*

*–Troços de permanente controle*

*–Troços de controle periódico*

# DOCUMENTO 5

European Communities

EUROPEAN PARLIAMENT

# WORKING DOCUMENTS

English Edition 1986-87

7 JULY 1986 SERIES B DOCUMENT B 2-591/86

## MOTION FOR A RESOLUTION

tabled by Mr FERNANDES, Mr MEDEIROS FERREIRA, Mr LACERDA DE QUEIROZ, Mr MIRANDA DA SILVA, Mr LUCAS PIRES, Mrs EWING, Mr BOUTOS, Mr FITZGERALD, Mr PEGADO LIZ, Mr MARQUES MENDES, Mrs van den HEUVEL, Mr VANDEMEULEBROUCKE, Mr ANDREWS, Mr HAPPART, Mr GARCIA, Mr V. PEREIRA, Mr M. PEREIRA, Mr CONDESSO, Mr BEIROCO, Mr MATTINA, Mr GAZIS, Mr BALFE, Mrs PIERMONT, Mr KUIJPERS, Mr SCHWALBA-HOTH, Mr BOESMANS, Mr GUERMEUR, Mr FLANAGAN, Mrs LEMASS, Mr FITZSIMONS and Mr BARRETT,

with request for topical and urgent debate pursuant to Rule 48 of the Rules of Procedure

on the situation in East Timor

**Country breakdown of signatories**

**Belgium** Boesmans, Happart and Kuijpers.
**France:** Guermeur.
**Germany:** Piermont and Schwalba-Hoth.
**Greece:** Boutos and Gazis.
**Ireland:** Andrews, Barret, Fitzgerald, Fitzsimons, Flanagan and Lemass.
**Italy:** Mattina.
**Netherlands:** van den Heuvel and Vandemeulebroucke.
**Portugal:** Beiroco, Condesso, Fernandes, Garcia, Lacerda, de Queiroz, Lucas Pires, Marques Mendes, Medeiros Ferreira, Miranda da Silva, Pegado Liz, M. Pereira and V. Pereira.
**United Kingdom:** Balfe and Ewing.

PE 107.813
Or. Fr.

Adopted 10 July.

The European Parliament,

A. whereas, since December 1975, Indonesia has been occupying the territory of East Timor by force, in defiance of international law,

B. having regard to the recommendations of the United Nations General Assembly and the Security Council, and the resolutions adopted by both the United Nations Human Rights Committee and Minorities Subcommittee, which acknowledge East Timor's right of self-determination and ask Indonesia to remove her troops from East Timor's territory,

C. recalling the position taken by the Indonesian and Portuguese bishops, and above all the words of Pope John Paul II (on 7 July, 1984) recommending Indonesia to respect human rights in East Timor and expressing his hope that, whatever the circumstances, particular consideration would be given to the ethnic, religious and cultural identity of the Maubere people,

D. convinced that International Peace Year (1986) cannot possibly be celebrated calmly while there are people who are still prevented from freely enjoying their right to self-determination,

E. aware of the feeling of the Portuguese people and the conclusions of the representative sovereignty bodies in support of the defence of the inalienable right of the people of East Timor to self-determination and independence,

F. noting that since 1 January 1986 Portugal has been a member of the European Community and that Article 297 of the Constitution of the Portuguese Republic states that Portugal will continue to be bound by its responsibility to promote and guarantee the right of East Timor to independence,

1. Appeals to the Government of Indonesia immediately to cease all hostilities against the people of East Timor, to put an end to their occupation of East Timor's territory and to respect the rights of the Maubere people to self-determination;

2. Asks the Institutions of the European Community to endeavour to ensure that the proper conditions are created for the people of East Timor freely to enjoy their right of self-determination;

3. Asks the Member States of the European Community to exploit all possible diplomatic channels to attain the establishment of peace and law in East Timor;

4. Asks the Member States of the European Community to demand that representatives of the Maubere people take part in all negotiations concerning the definition of East Timor's future status;

5. Asks the State of Portugal to join in Community efforts to ensure that East Timor's right of independence is guaranteed, in line with the provisions of the constitution of the Portuguese Republic;

6. Instructs its President to forward this resolution to the Council, the Commission, the Governments of the Member States and the Government of Indonesia.

# DOCUMENTO 6

# Positions oficielles du Mouvement des Non-Alignés

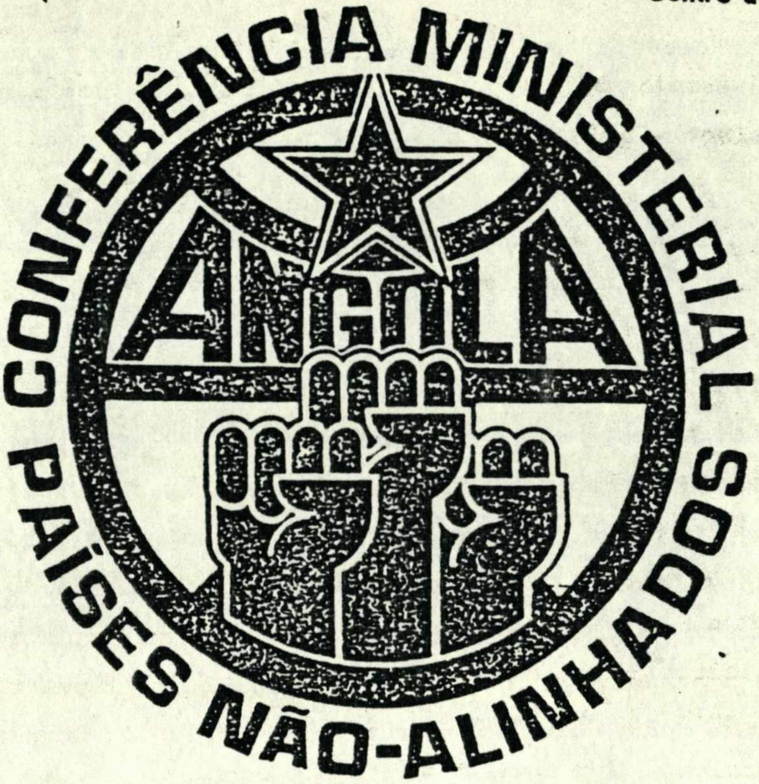
| | |
|---|---|
| Colombo<br>16-19/8/76 | § La Conférence affirme le droit du peuple de Timor Oriental à l'autodétermination conformément aux Résolutions de l'Assemblée Générale des Nations Unies et du Conseil de Sécurité. |
| Nova Deli<br>7-11/4/77 | § Tenant compte de la décision adoptée à la Cinquième Conférence des pays non alignés au plus haut niveau, le Bureau confirme le droit du peuple du Timor Oriental à l'autodétermination, conformément aux résolutions des Nations Unies et du Conseil de Sécurité. |
| Havana<br>15-20/5/78 | § Partant de la décision adoptée par la Cinquième Conférence au sommet des pays non-alignés, le Bureau a réaffirmé le droit du peuple est--timorais à l'autodétermination, conformément aux résolutions de l'Assemblée générale et du Conseil de Sécurité des Nations Unies. |

| | |
|---|---|
| Belgrado<br>25-30/7/78 | § A la suite des décisions de la Cinquième Conférence des pays non alignés, les Ministres affirment le droit du peuple du Timor Oriental à l'autodétermination, conformément à la résolution 1514 (XV) de l'Assemblée Générale. |

# DOCUMENTO 7

V-C/CONF 7/NAL/P/DOC [illegible] 1

CIDAC
Centro de Dcoumentação


CONFERÊNCIA MINISTERIAL
ANGOLA
PAÍSES NÃO-ALINHADOS

# DECLARAÇÃO FINAL

## Politica

## INTRODUCAO

1. A Conferência dos Ministros das Relaçoes Exteriores dos Países Nao-Alinhados realizou-se em Luanda, República Popular de Angola, de 4 a 7 de Setembro de 1985.

2. A Conferência foi precedida de uma Reúniao de Altos Funcionários de 2 a 3 de Setembro de 1985.

3. Participaram na Conferência representantes dos seguintes Países e Organizaçoes, membros do Movimento : Afeganistao, Angola, Argélia, Argentina, Arábia Saudita, Bangladesh, Benin, Bolívia, Botswana, Bourkina Fasso, Burundi, Bahrein, Butão, Cabo Verde, Camarões, Chade, Chipre, Colômbia, Comores, Congo, Coreia, Costa do Marfim, Cuba, Djibouti, Egipto, Emiratos Árabes, Equador, Etiópia, Gabão, Ghana, Guiana, Guiné-Bissau, Guiné-Conacry, Guiné Equatorial, India, Indonésia, Irão, Iraque, Jamaica, Jordânia, Jugoslavia, Koweit, Laos, Lesotho, Líbano, Libéria, Líbia, Madagascar, Malásia, Malawi, Malvinas, Mali, Malta, Marrocos, Maurícias, Mauritânia, Moçambique, Nepal, Nicarágua, Niger, Nigéria, O.L.P., Oman, Panamá, Paquistão, Peru, Qatar, Quénia, República Centro Africana, Ruanda, São Tomé e Principe, Seicheles, Senegal, Serra Leoa, Singapura, Síria, Somália, Sri-Lanka, Sudão, Suriname, Tanzania, Togo, Trinidad e Tobago, Tunísia, Vanuatu, Vietnam, Iemen Democrático, Iemen RA, Zaire, Zâmbia, Zimbabwe.

4. Como Observadores, tomaram parte na Conferência representantes dos seguintes países, organizações e Movimentos de Libertação Nacional : Brasil, El Salvador, Filipinas, México, ONU, OUA, PAC, República Dominicana, Uruguai, Venezuela.

5. Estiveram presentes na Conferência delegações convidadas provenientes dos seguintes Países e Organizações : Alto Comissariado para a Namibia, ANC, Austria, Conselho das Nações Unidas para a Namibia, Confederação Islâmica, Cruz Vermelha Internacional, Finlândia, Liga dos Estados Arabes, ONUDI, Organizaçao Mundial de Saude, PNUD, Portugal, Roménia, Santa Sé, Suécia, Suiça, UNESCO.

TIMOR LESTE

197. Os Ministros manifestaram preocupação pela situação prevalecente em Timor-Leste, relevando a necessidade urgente de se encontrar uma solução pacífica para o problema, através do diálogo.

198. Os Ministros apelaram ao Secretário Geral da ONU para que desenvolva esforços no sentido de se obter uma solução global, duradoura e estável para Timor-Leste no âmbito da resolução 37/30 da Assembleia Geral de 1982, bem como de todas as resoluções pertinentes da ONU.

199. Nesse sentido, registaram como passo positivo o início do diálogo encetado entre Portugal e a Indonésia, sob a mediação do Secretário Geral da ONU, não ignorando a necessidade da participação dos representantes do povo de Timor-Leste neste processo, com vista à salvaguardar os interesses de todas as partes directamente envolvidas no conflito.

(Não houve consenso)

(Ver o Relatório do Relator)

TWEEDE KAMER DER STATEN-GENERAAL

ANNEX I

-annex to letter and documents B/OT:851001

translation of page 61

## EAST TIMOR

(paragraph) 197: The ministers were preoccupied with the prevailing situation in East Timor, which reveals the urgent necessity of a peaceful solution of the problem, by dialogue.

198: The ministers called upon the Secretary-General of the UN to develop efforts for having a global, lasting and stable solution for East Timor, in the framework of resolution 37/30 of the General Assembly of 1982, and of all the UN resolutions.

199: In this sense, they registered as a positive step the start of the dialogue between Portugal and Indonesia through the intermediary of the Secretary-General of the UN, without ignoring the necessity of the participation of the representatives of the people of East Timor in this process, with a view of safeguarding the interests of all the parties directly involved in the conflict.

(there was no consense)

(see the report by the Reporter)

## AS ELEIÇÕES INDONÉSIAS DE 1987 E TIMOR-LESTE

Estão marcadas para 23 de Abril de 1987 as eleições gerais na República da Indonésia e para o ano seguinte a eleição presidencial que iniciará um novo mandato de 5 anos.

No momento em que alguns diplomatas pensam na utilização do acto eleitoral de 1987 para realizar um "referendum" ao povo de Timor-Leste, convém ter presente um conjunto de dados.

### 1. As eleições de 4 de Maio de 1982

O último período eleitoral permitiu observar que:

a) Só puderam apresentar-se a escrutínio os 3 partidos oficialmente reconhecidos, segundo a lei de 1975: GOLKAR, definido e funcionando como "partido do governo"; PPP (Partido Unido do Desenvolvimento), reagrupando os partidos muçulmanos anteriores ao golpe de 1965; o PDI (Partido Democrático Indonésio), reagrupando os antigos partidos cristão e nacionalista;

b) As eleições gerais destinavam-se a eleger os representantes à Assembleia Consultiva Popular (MPR) e ao Parlamento (DPR);

c) Apesar de as Forças Armadas não concorrerem às eleições, elas tinham constitucionalmente direito a um terço dos lugares no MPR e a 100 dos 460 lugares do DPR;

d) Durante a campanha eleitoral mais de uma centena de pessoas foi morta pelo exército (cf. Anexo 1);

e) Todos os funcionários públicos foram obrigados a votar no GOLKAR, sob a pressão de diversas ameaças (despedimentos, etc) (cf. Anexo 1);

f) Verificaram-se todo o género de fraudes, das quais a mais comum parece ter sido a obrigação de "os responsáveis de aldeia" (lurahs) apresentarem uma elevada percentagem de votos GOLKAR na povoação sob sua responsabilidade, sob pena de demissão (cf. Anexo 1);

g) A "ordem" no dia das eleições foi assegurada por cerca de 35.000 homens armados patrulhando as ruas (cf.Anexo 1)

h) Os dois partidos não-governamentais (PPP e PDI) contestaram os resultados eleitorais, nomeadamente em Jacarta; o jornal diário muçulmano "Pelita" foi encerrado a 7 de Maio por ter publicado números não-oficiais das eleições (algum tempo antes, tinha sido fechado o jornal "Tempo");

i) Os resultados finais dos actos eleitorais de 1977 e 1982 foram os seguintes:

| | 1977 | 1982 |
|---|---|---|
| GOLKAR | 61,9% | 64,4% |
| PPP | 29,4% | 27,7% |
| PDI | 8,6% | 7,8% |

## 2. As eleições de 1982 em Timor-Leste

a) Foi o primeiro escrutínio eleitoral realizado pela administração indonésia, após a ocupação militar, em 7 de Dezembro de 1975;

b) Os partidos apresentados a escrutínio foram igualmente o GOLKAR, o PPP e o PDI, formações políticas totalmente estranhas e impostas à população maubere;

c) A votação foi antecedida por meses de cuidadosa endoutrinação, intimidação e ensaios para que o voto fosse "correcto" (cf. Anexo 2);

d) O acto eleitoral devia indicar os representantes para o Parlamento (4 por Timor-Leste) e para a Assembleia local;

e) A votação desenrolava-se em dois espaços diferenciados, em cada um dos quais estavam três urnas: a urna do meio era a do GOLKAR, ladeada pelas urnas do PPP e do PDI. Nalguns círculos, a entrada de cada sala era tapada por uma cortina, mas que não chegava até ao chão. Nestas circunstâncias o voto nunca era secreto, antes bem visível (cf. Anexo 2)

f) Os resultados finais da votação na "27ª Província" foram os seguintes:

| | |
|---|---|
| Número de votantes recenseados | 306 506 |
| Número do votos recolhidos | 311 325 |

| | |
|---|---|
| GOLKAR | 309 608 |
| PPP | 673 |
| PDI | 1 044 |

3. As eleições de 1987 e 1988

Ao escrutínio de 23 de Abril de 1987, seguir-se-à a eleição presidencial, no ano seguinte. O Presidente é eleito pela Assembleia Consultiva Popular (MPR). Entre 1982 e 1986, deram-se alguns acontecimentos que permitem antever diferenças significativas no processo eleitoral do ano que vem.

a) Os partidos oficialmente reconhecidos são os mesmos, e só eles poderão concorrer às eleições (cf. Anexo 4);

b) Mas por virtude da "Lei das Associações" de 1985, todos os corpos sociais estão submetidos à ideologia do "Panca "Sila", os cinco princípios orientadores do regime indonésio; isto quer dizer que o governo pode alterar estatutos, demitir e nomear direcções, etc. A "Lei das Associações" tem provocado numerosos protestos e tomadas de posição, alimentando o descontentamento e a oposição, nomeadamente de sectores muçulmanos. A direcção do PDI foi muito recentemente nomeada pelo governo (2 de Maio 1986);

c) Tanto o PPP como o PDI já propuseram que o presidente Suharto assuma o novo quinquénio presidencial (1988-1993);

d) No entanto, começam a ouvir-se algumas vozes discordantes e um dos mais destacados membros do Parlamento, general

Suadriman, pediu que o Presidente encarasse e definisse os termos da sua sucessão (cf. Anexo 5)

## 4. As eleições de 1987 e Timor-Leste

a) Mário Carrascalão, governador da "27ª Província", já declarou que apenas o GOLKAR, o PPP eo PDI têm capacidade eleitoral em Timor-Leste (cf. Anexo 4);

b) O GOLKAR tem realizado, desde há meses, numerosas campanhas de endoutrinação em Timor-Leste; em Janeiro deste ano, o presidente do GOLKAR para Timor-Leste, José Valente, anunciou um encontro de dois dias para os cinquenta dirigentes do GOLKAR dos 13 distritos.

## CONCLUSÃO

A Indonésia não é uma democracia. O regime indonésio é um regime militar, fortemente centralizado e repressivo: não há liberdade de imprensa, nem de reunião, nem de associação, aumentam os processos políticos e os prisioneiros de consciência; no ano passado foram executados três ex-militantes do PKI, encarcerados logo após o golpe de 1965. As eleições na Indonésia não são uma forma de exercício da democracia, elas são uma fraude que sustenta o regime, ao conferir-lhe uma aparência democrática.

A ocupação de Timor-Leste é ilegal. As eleições em Timor-Leste são, pois, um abuso de poder, impostas pela força e realizadas pela coacção.

Inserir no contexto das eleições indonésias uma pergunta dirigida ao povo de Timor-Leste, sobre o que deseja para o seu futuro é, por si só, injustificável e inadmissível.

House of Commons London SW1
01-828 0460

Parliamentary Human Rights Group

CIDAC
Centro de Documentação

ANEXO 3

## The Elections held in East Timor in May 1982

Elections were held in East Timor and in Indonesia in May 1982. They were the first to take place in East Timor since 1975, when Indonesia invaded the territory, outlawing the previous government and decreeing martial law.

When the result was declared, General M. Jusuf, Indonesian Minister of Defence, asserted that "the general elections in East Timor prove to the outside world that the Indonesian Government has granted the people of East Timor their proper democratic rights" (Sinar Harapan, May 5th 1982). For a number of reasons, this claim is not justified.

1. First of all, the elections in East Timor cannot be said to have restored to the people of East Timor "their proper democratic rights" because Indonesia occupies the territory illegally, thereby depriving its people of the basic right to choose their own political system and elect their own political representatives. It is the view of the United Nations General Assembly and international opinion that the people of East Timor have not exercised their basic and inalienable right to self-determination: until they have done so, no election can be held to be valid.

2. Secondly, after invading the territory in 1975, the Indonesian authorities banned all the existing parties in East Timor - notably Fretilin, the U.D.T. and Apodeti. Since then, the territory has lived under martial law without free political activity.

In the current campaign, only three parties were permitted to field candidates: GOLKAR (the government party), the P.P.P. (a Muslim party) and the P.D.I. (a coalition of Christians and Nationalists). None of these parties has roots in East Timor. None of the Timorese parties was permitted to campaign. Under these conditions, even if it is assumed that votes were cast freely, the election must be considered to be an artificial consultation of the East Timorese electorate. The Deputy Governor of East Timor, Mr Lopez da Cruz, described the situation - perhaps more clearly than he intended - when he told visiting Indonesian journalists in Dili on election day that "the only contest between the contestants was over who could decorate the polling booths most attractively" (Sinar Harapan, May 5th 1982).

3. It cannot be assumed that votes were cast freely, for two kinds of reasons:

3.1 Electoral irregularities and fraud. Polling was not secret. The Sinar Harapan journalist who covered the election in East Timor reported that there were three separate ballot boxes, one for each party. There were three "white" boxes for the election of members of parliament, and three "yellow" boxes for the election of members of the local assembly. A former minister in the Suharto government, Mr Slamet Bratanata, cited this arrangement as an example of the "blatant abuses of official power" (Times, London, June 3rd 1982).

It must also be said that ample evidence exists to show that fraud and improper influence are frequent during Indonesian elections. Few foreign observers were permitted to observe the elections in East Timor, but it is known that GOLKAR T-shirts were widely distributed and that some Protestant ministers called upon their congregations to vote for GOLKAR as a religious duty.

Considering that East Timor is a mountainous and inaccessible territory with a severely damaged road system and few modern communications, it is further remarkable that the authorities were able to announce the election returns in East Timor well before those for most regions of Indonesia.

The official returns were as follows:

| | | | |
|---|---|---|---|
| Number of registered voters | | | 306 506 |
| Number of votes cast | | | 311 325 |
| Of which: | GOLKAR | 309 608 | |
| | P.P.P. | 673 | |
| | P.D.I. | 1 044 | |

The size of the turnout should also give cause for concern, firstly because the number of voters claimed was greater than the number registered, and secondly because it is hard to imagine how a 100% turnout might be achieved voluntarily in East Timor, given the admitted degree of opposition to Indonesian rule, the very poor state of health of many of the population, and transport and communications difficulties.

3.2 Military and administrative pressure. These irregularities assume even greater significance when it is known that members of the administration and the armed forces are under an obligation to promote the government party, GOLKAR, throughout Indonesia. East Timor is effectively under a military administration. It is impossible to enter, leave or travel in the territory without military permission. Much of the population has been resettled and brought under constant military surveillance and is dependent on the administration for food. Corruption, abuses and physical violence on the part of officials and soldiers are notorious and the impossibility of obtaining redress has been a matter of frequent complaint. In addition, hostilities continue: in 1981, the Indonesian armed forces carried out a "pacification" operation for which, in certain parts of the territory, every Timorese male between the ages of 15 and 55 was conscripted and as a result of which many Timorese died.

Under these conditions, it is implausible to claim that people in East Timor are able to cast their votes freely. To vote against GOLKAR meant voting against the Army and Administration, in defiance of officers and officials who may arrest a person without cause and whose powers of detention are not open to challenge in any court or tribunal.

For these reasons, the May elections in East Timor give no guide to the true wishes of the population of East Timor, who were asked to vote under duress for parties not of their choosing, in conditions which did not provide secrecy or protection against abuse. No political significance should therefore be attached to them.

ANEXO 1

ELECTION SPECIAL

# ELECTION DEATH TOLL

**Possibly as many as a hundred people were shot dead by security forces or died as a result of Army violence during the 45-day election campaign in Indonesia. Many hundreds were injured and many hundreds more were arrested.**

The casualty figures could well be far higher than reported by foreign correspondents. The Indonesian press was in most cases prohibited from publishing casualty reports and was required to stick to official accounts of all serious incidents. Foreign journalists allowed into Jakarta for the election campaign needed special permission to leave the capital, according to a UPI report early in March, and were in any case restricted only to major cities. Nothing is therefore known about what happened in most cities and towns and in the countryside.

### Troops on Orders to "Shoot On Sight"

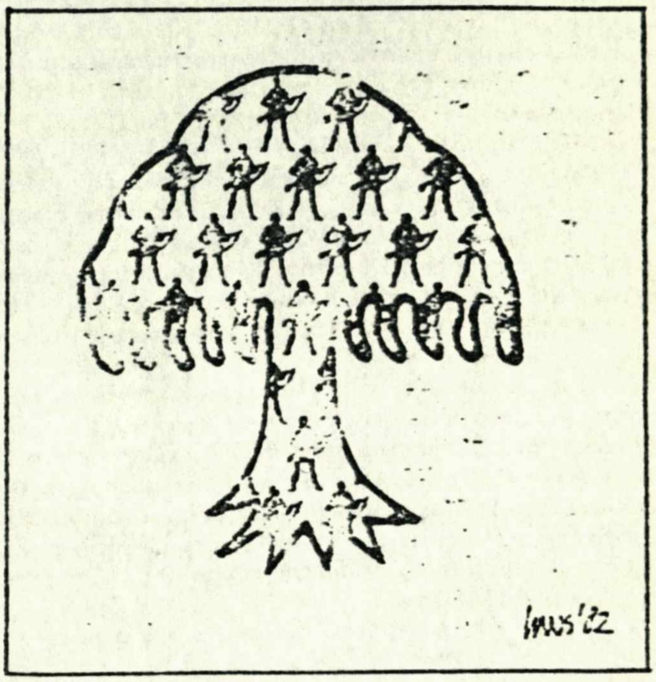
In Jakarta, at least 8 people died during a GOLKAR rally on 18th March. A few days later, AFP reported that Brigadier-General Eddy Nala Praja, Chief-of-Staff of the Jakarta Military Command "reaffirmed that his troops were ordered to shoot on sight anyone trying to make trouble during the campaign period". The second serious incident occurred in Jakarta on 13 April when at least 8 people died during a PPP rally, as a result of "traffic accidents" according to military sources. Then on 20th April, one person was killed and at least five injured during a PDI rally. The heaviest toll occurred however on 25th April. Even KOPKAMTIB admitted that 8 people had been shot dead and 97 injured during GOLKAR rallies which took place in several parts of the city. The unofficial death toll on that day was 30 dead (National Times, Canberra, 2-8 May, 1982).

In Solo, Central Java, a PDI supporter was killed early in the campaign by members of GOLKAR's youth wing, and two days later a PPP official was killed and several dozen injured in nearby Jogjakarta according to a BBC report, when GOLKAR supporters attacked a PPP office in the city.

In Banjarmasin, South Kalimantan, official sources reported that nine people died and 122 were injured at a PPP rally. According to the Indonesian news agency Antara, quoted by Reuter, they were "trampled by crowds in a stampede". Three days later, in Surabaya, East Java, four people were killed and 78 injured, also during a PPP rally.

Possibly the worst incidents of all occurred in the staunchly Muslim city of Ujung Pandang, South Sulawesi. The security situation was so serious during the last week of April that Defence Minister, General M. Jusuf, flew in to investigate, postponing a trip to France. The trouble started when troops opened fire on crowds demonstrating against a GOLKAR rally. When the troops tried to move in to the university campus, they were stoned by students, and one soldier died as a result. The next day, hundreds of students demonstrated against this Army infringement of their campus and were fired upon. According to a report from Richard Cowper who reports both for the BBC and the Financial Times "a number of people are understood to have been killed with several dozen injured".

**Two incidents in *West Java* towns towards the end of the campaign had death tolls of 17 and 10, according to the GOLKAR daily, Suara Karya. The place names are garbled in the AFP report of the incidents, which also said that many PPP supporters had been arrested.**



The GOLKAR Symbol adorned

## KORPRI INSTRUCTION TO CIVIL SERVANTS

KORPRI, the GOLKAR organisation of civil servants which all state employees are required to join, issued a statement to all members at the start of the election campaign instructing them to vote for GOLKAR. The Muslim party, PPP challenged this instruction as being illegal.

Since the KORPRI instruction, there have been a number of reports of department chiefs reiterating the point to their own employees. Typical of this is a speech made on 23rd April by the chairman of the Jakarta branch of the state-owned Bank Dagang Negara (State Trading Bank) to its 6,000 employees. He told them, according to a report from Richard Cowper in Jakarta, who files stories for the Financial Times and the BBC, that as members of KORPRI they had no choice but to vote for GOLKAR. He told them they had been receiving many benefits and facilities from the government and this entailed obligations. As human beings, he said, they have their basic right not to be constrained in how to vote but to do so they would first have to take off their KORPRI uniforms and submit their resignations.

# ANALYSIS OF A RIGGED ELECTION

Election rigging in Indonesia stems first and foremost from the fact that the Election Institute, the Lembaga Pemilihan Umum (LPU) is firmly and exclusively run by the Department of Home Affairs. This is the Department which, as is shown in an analysis summarised in the last issue of TAPOL Bulletin has been more profoundly subjected to military penetration than any other government department except the Department of Defence. This penetration is "a manifestation of ABRI's (the Armed Forces') need to control and oversee the government apparatus from provincial down to village level" and "to assure favourable results in periodic electoral exercises". (TAPOL Bulletin, No. 50, March 1982, page 10.)

Attempts by the two non-government political parties to broaden the composition of the LPU when the Election Law came up for revision in 1979 were defeated, and resulted in PPP members from the NU party staging a walkout when the vote was taken, the first time since Suharto came to power that such a challenge to parliamentary "consensus" took place.

There has never been any doubt about the government's plans to ensure a GOLKAR victory and to keep GOLKAR's winning percentage at around the 60% mark; not less, as this might undermine the Army's position and suggest that Suharto's claim to legitimacy is slipping, but not too much more so as to preserve the appearance of "democratic" participation of non-government parties.

### Village GOLKAR quotas fixed

Control of the voting and the results is exerted by the Department of Home Affairs and the LPU in the following ways:

1) In the villages which still account for some 80% of the population, the *lurahs* (village heads) are required to fulfil GOLKAR quotas or risk replacement, demotion or dismissal. Describing the system the NRC-Handelsblad correspondent, Willem van Kemenade writes:

> "Government control of the countryside is practically watertight. Each *lurah* must make sure that his village provides a substantial majority for GOLKAR. Chalik Ali, PPP member of Parliament, told me yesterday that in many places, voting slips had been lost and that in all probability this happened because *lurahs* didn't want to run the risk of falling below their GOLKAR quota." (NRC-Handelsblad, 5 May, 1982)

The vast majority of *lurahs* are Army appointees and can be relied upon to win their village for GOLKAR, but constant pressure is nevertheless exerted to guarantee results. The "loss" of ballot papers has been mentioned in several reports. It seems to be a trick to enable officials subsequently to produce GOLKAR-pierced papers so as to make up the numbers if the final count is not satisfactory. The six-week lag in publishing the final results makes this all the more possible.

2) In the cities and towns, polling booths are located in work-places which ensures 100% turnout and control of how employees vote. The pressure on civil servants (about 2 million throughout the country) and employees of state-owned companies to vote and to vote GOLKAR is heavy-handed and persistent (see separate item). The NRC correspondent who examined voting procedures on election day wrote:

> "... although voting is not compulsory, the voting procedures ensure almost 100% attendance. Most people in the cities must vote in their work-places, government offices, banks, state enterprises, hotels, universities and schools as well as military units (the civilian personnel, *Ed.*). The ones who run these offices have convinced their staff to turn out in full."

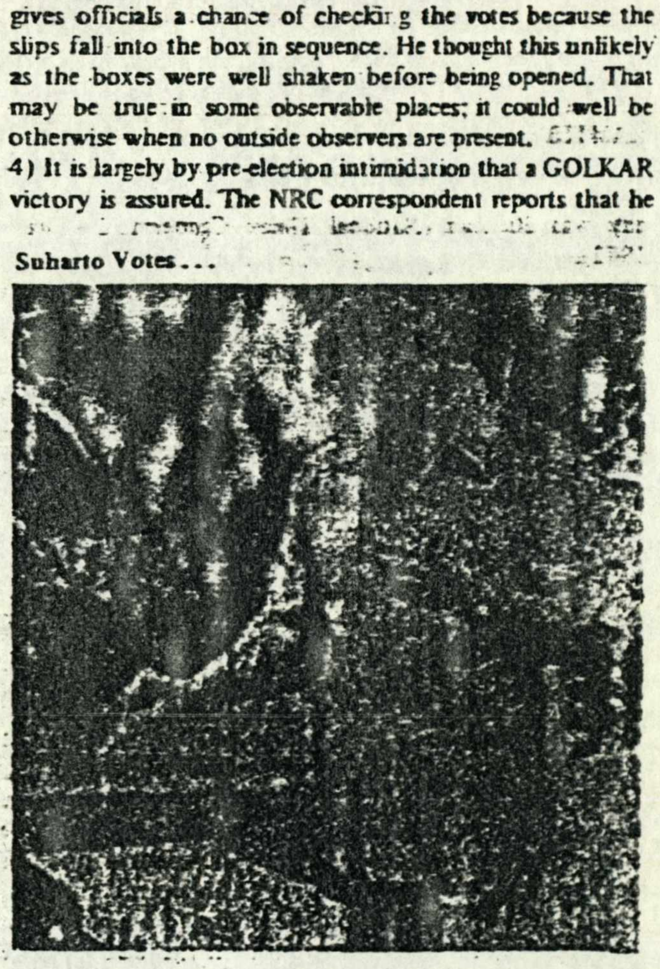
3) The voting procedures are such as to make it possible for officials to keep track of how people vote. Again, to quote the NRC report:

> "On arrival at the polling booth, each person must show their registration card. They each receive a number and must then await their turn. In larger booths, the official calls out the person's number and name through a microphone whereupon the person called receives a voting slip and goes into a cabin to pierce the symbol of his/her choice."

Some government critics, writes NRC, complain that this gives officials a chance of checking the votes because the slips fall into the box in sequence. He thought this unlikely as the boxes were well shaken before being opened. That may be true in some observable places; it could well be otherwise when no outside observers are present.

4) It is largely by pre-election intimidation that a GOLKAR victory is assured. The NRC correspondent reports that he

**Suharto Votes ...**



**... in his own home**

watched the counting of votes in two booths, one at the hotel where he was staying and one at a nearby bank (he didn't explain whether they were state- or private-owned). At his hotel, the results were PPP 11, GOLKAR 80 and PDI 3; at the bank they were PPP 25, GOLKAR 65 and PDI 20. The counting looked democratic enough, he wrote,

> "but there is more to it than that. A friend told me that in 1977, there was a majority in the hotel for the PPP in 1977. The personnel manager was then replaced, and his successor has since made sure that the majority of the staff will vote for GOLKAR".

5) Beyond all these manipulations, there still remains the chance of returning falsified figures from the booths. This is what the PPP charges has happened in Jakarta, for a start. There were 12,000 voting booths in Jakarta, and it must have been an organisational feat for PPP to check results at every booth, but the party has widespread support in the capital and there are certainly mosques in every single locality.

### Atmosphere on Polling Day

Eye-witness reports of conditions on polling day have only come from Jakarta. In the capital, according to David Watts of The Times (5 May 1982), 35,000 troops "with orders to shoot trouble-makers" were deployed to control the streets. AMX tanks were in evidence (NRC) while landrovers and military trucks loaded with troops frequently toured the streets "to remind the people of the Internal Security Command's (KOPKAMTIB) uncompromising order" (The Times). Two days earlier, The Times reported that Admiral Sudomo, KOPKAMTIB, had issued orders "that election saboteurs were to be shot on sight" and said that "100 battalions will be fanned out throughout the country tomorrow to provide security at and around polling booths" (Times, 3 May, 1982).

## GOLKAR USES INTIMIDATION AGAINST STATE EMPLOYEES

### Jakarta Teachers Must Vote GOLKAR or else . . .

On 21 January, all head teachers of secondary schools and continuation schools in Jakarta were summoned to a meeting at the head office of the Jakarta Education Office and told to support GOLKAR in the general elections.

Details of the instructions are given in a letter published by Tempo on 10th April, the last issue to appear before the journal was closed down.

The letter refers to Sulandra, Head of the Jakarta Education Office as being "lawyer, colonel and education chief" who set out to win Jakarta for GOLKAR. The methods, as presented at the meeting, were, according to the letter:

(1) Heads and teachers must be able to influence their pupils to vote for GOLKAR. Their success in doing so will affect their conduct record and promotion prospects.

(2) Voting should take place in school buildings, the reason being that this would mean that schools need not be closed for voting day. (This makes it easier to check whether there has been a 100% vote for GOLKAR, *Ed.*)

(3) All non permanent teachers who are not certain to vote for GOLKAR should be dismissed. All permanent teachers who are not certain to vote for GOLKAR should be reported to the Department of Education.

(4) On election day, the University of Indonesia should be closed as it is a hotbed of GOLPUT (the 'white-group' which favours abstentions) and the opposition.

(5) General Ali Murtopo's statement must constantly be repeated to teachers and school staff: that state employees who don't vote for GOLKAR are traitors.

Military turnout for a PPP election rally in Jakarta

*De Waarheid*, 15 April 1982

# ELECTION RESULTS CHALLENGED

The general elections held on 4th May predictably resulted, according to official returns, in a substantial victory for the Army-backed government party, GOLKAR. Provisional returns (final returns are not due until 10 June) are as follows:

| | *1982* | *1977* |
|---|---|---|
| GOLKAR | 64.4% | 61.9% |
| PPP | 27.7% | 29.4% |
| PDI | 7.8% | 8.6% |

The official results have been challenged by the two non-government parties (Times, 7 May, 1982). They both demanded a re-run of the elections after widespread charges of malpractice, in particular double-voting by many who got registration cards to vote in two places while others failed to get voting cards at all. This charge was made by Nuddin Lubis, Vice-Chairman of the PPP, to British correspondents in Jakarta on the day after voting took place, and reported on the BBC World Service. PPP and PDI supporters in many places, he said, never received voting cards. In Ujung Pandang (a heavily Muslim city) "thousands of people queued up to get their forms but in the end had been unable to cast their votes".

**Jakarta Returns Challenged**

At the last elections, the PPP won a decisive victory in Jakarta, so the government was determined to swing the results this time.

Two days after the elections, the Institute for the Defence of Human Rights in Jakarta stated that the PPP received hundreds of thousands more votes in Jakarta than officially admitted. Official figures are 1.4 million for the PPP and 1.6 million for GOLKAR. Actual figures, according to the Institute, are 1.8 million for PPP and 1.2 million for GOLKAR.

"The Institute's figures are based on the PPP's own assessment of its performance which was obtained by stationing an observer at each of the polling stations in the capital and making its own count of the vote. (Times, 8 May, 1982)

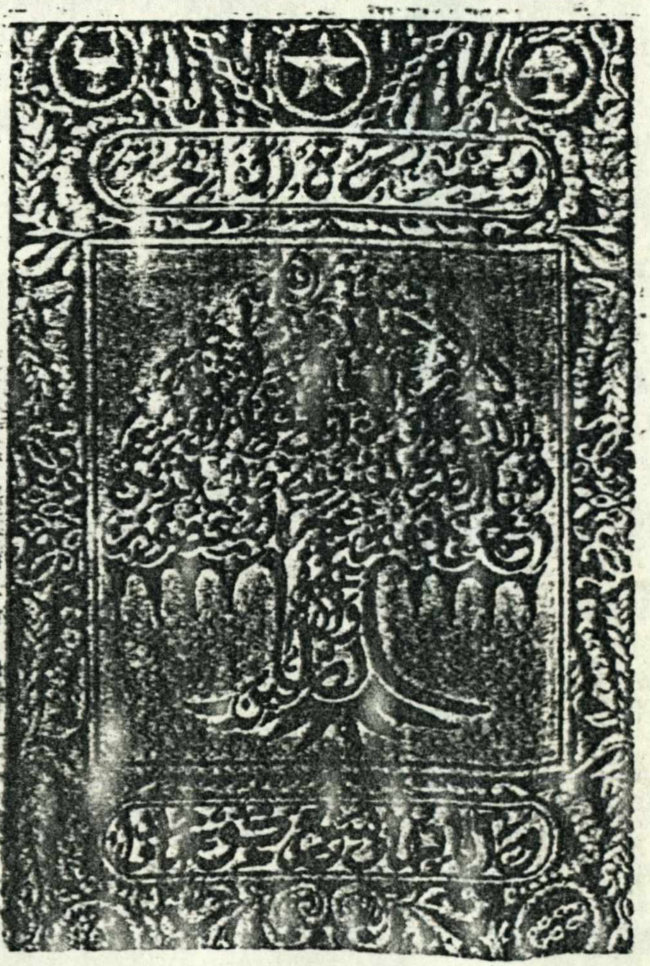
The PPP national daily, Pelita, which published these unofficial figures on 7 May was immediately banned.

## PELITA BANNED

After receiving two warnings during the election campaign, the Muslim daily, Pelita was banned three days after the election for publishing unofficial election results for Jakarta which challenged the government's claim that GOLKAR had won a majority.

On 16 April, the paper had received its "second warning" from Admiral Sudomo, Commander of KOPKAMTIB, for publishing photographs of posters bearing the PPP's symbol, the sacred Ka'abah stone, that had been torn and defaced. Publicaton of such posters, Sudomo said, could "heat up the campaign" (FEER, 23 April, 1982). The FEER story which was reporting the ban on Tempo speculated that "by closing Tempo, the government may have been hoping to cool the Muslim daily's ardour. It added: "The consequences of banning Pelita are potentially very serious."

Pelita sales which normally approach 100,000, rose to 125,000 during the election campaign. In banning the paper, the government accused it of working against official efforts to create stability. But, writes The Australian (8-9 May 1982), "The one thing which is most unlikely to cause unrest in the capital is the Pelita banning."



GOLKAR's symbol as an Islamic vote-catcher

ANEXO 8

Desde o ano passado os javaneses obrigaram o povo todo a alistar-se pa as "eleições" deste ano de 1982. Desde princípios de Março deste ano começar a fazer casinhas rodeadas de paliçadas, tipo curral, cujo local serve em vários sítios para as sessões de esclarecimento e para as "eleições". Por das as povoações, aldeamentos, postos e concelhos, se vêem essas casinhas do mesmo tipo, todas em algum campo aberto. Os partidos pelos quais se vai votar são os três partidos indonesianos. Os funcionários são todos obriga a votar pelo GOLKAR. O povo todo é obrigado a comparecer para os comícios. Nesses comícios treinam o povo a votar e a "votar" só no GOLKAR, no embonde da caixa nº 2 (há três caixas), do partido do Governo, apelando para a unidade que é só fachada para terem o povo nas garras.

Até crianças de 14 anos vão "votar". Cegos e doentes são todos obriga a comparecer. Em Ossú durante um desses treinos, levaram um velho cego ap à sua bengala, à caixa nº 2 e ajudaram-no a "votar".

Para os comités responsáveis pelas "eleições" obrigam elementos de influencia aos olhos da população a participar, incluindo antigos elementos da Frente, antigos prisioneiros que apanharam porrada violenta, choques el tricos, etc. Eles são obrigados a falar contra as suas consciências, as sua convicções, obrigados a mentir à luz do meio dia.

Nas listas de eleitores inventam nomes para aumentar o número. Em Bó- inventaram cerca de uma centena de Marias que depois nas chamadas nunca co pareceram. Afinal todo povo estava lá sob a mira das espingardas. Para as várias localidades onde se vão desenrolar as "eleições", destacam tropa qu vai controlar a zona e as "eleições". Afinal Timor Leste não tem nada a ve com esses partidos indonesianos. Timor Leste tem de se decidir é sobre o s destino, pela independência ou por outra solução. Nos comícios proclamam que todo o povo é livre para "escolher", "votar" por quem quiser, mas é obrigatório e é melhor votar pelo do centro, o partido do governo indonesi Os javaneses mandam os timores, os chefes das repartições de Díli a ir por todo o Timor para fazer a campanha do GOLKAR, a mentir e a cantar estribil do governo de Jakarta e dos militares. Para Baucau e Viqueque foram os Srs. Luís Gonzaga, Armindo Mariano, Quito Osório e Eurico. Todo o povo recebeu ordem de comparecer na vila para a manifestação da GOLKAR, no dia 27 de Abril, terça feira, no campo de futebol. Depois começaram a gritar, sempre a gritar "viva GOLKAR" e "botu-botu hakilar: viva GOLKAR". Durante o comício, o Quito Osório entre outras coisas disse: "Em Baucau, eu fiz uma pergunta ao povo e eles responderam muito bem. Gostava de fazer também aqui a mesma pergunta: agora na era do "pembangunan", já vivem melhor ou não?". E todo o povo respondeu: "Ainda não" para grande espanto dele. E tratou de mudar o mais depressa possível de assunto gritando outros slogans.

Depois começou o cortejo golkarista à volta da vila; os que seguravam [illegible] gritavam sempre: "viva golkar", "viva Soeharto". O povo seguia como num cortejo fúnebre, de cabeça baixa, silenciosos, usan [illegible] que tinham distribuído, segurando e agitando com desprezo as

Os funcionários é que aclamavam a plenos pulmões "a salvação qu Soeharto trouxe" - "Soehato penyelamat bangsa", "Soeharto pai do desenvo vimento" - Soeharto Bapak pembangunan". Ali ao lado estavam javaneses e SGIs vigiando. Nesse dia 27 à noite houve um baile do GOLKAR no mercado vila. Muitos bailaram só para evitar desconfianças dos militares e dos "apóstolos" do Golkar.

No dia 23 de Abril em Viqueque, todo o povo teve de ir cada qual p seu lugar de "votação" para ouvir a leitura dos seus nomes alistados anteriormente e depois receber "surat panggilan" - cartão de chamada - para tarem no dia 4 de Maio. Mandaram cobrar 200 rupias por cada votante para despesas e gastos de comida e bebida dos funcionários das "eleições".

Depois de muito treino, no dia 4 de Maio, o povo foi "à caixa do cent Já antes as tropas passaram revista às casas perguntando pelo número de moradores e visitantes. No local das "eleições" está a tenda com duas part para dois quartos. Em cada quarto estão três caixas. As caixas do 1º qu são amarelas. As do 2º são brancas. As cortinas são verdes e amarelas. (Qu não há cortinas usam esteiras. Lá nos compartimentos estão 7 pessoas: 3 do comité das "eleições", 3 "bapak saksi"(testemunhas) e um escriturário. Este regista o número do "surat panggilan" numa lista e devolve este "sura panggilan". Depois segue-se a chamada dos números registados. A seguir entrega-se o"Surat panggilan" aos do comité e eles dão um cartão amarelo pa ser introduzido, como foi ensinado e ensaiado, na caixa do centro, do partido do governo. As testemunhas estão assistindo à cena toda. Saindo do 1º quarto o "votante" recebe outro cartão branco para ser introduzido na caix do centro do 2º quarto.

Assim termina a comédia. Antes disto andaram a distribuir milhares de camisolas do GOLKAR por todo o Timor e cartazes para serem pregados e colados em toda a parte. Querem criar ar de festa e de liberdade enquanto militares e HANSIPS abraçados às espingardas vigiam todo movimento das pessoas aterrorizadas.

---

A situação continua muito tensa. A luta continua nos matos. E nas vil a espionagem, o terror, a fome, a humilhação e violência, corrupção e roubo. Numa palavra: opressão sem limites a todos os níveis.

Dili, 5 de Maio de 1982

in "carta de um timorense"